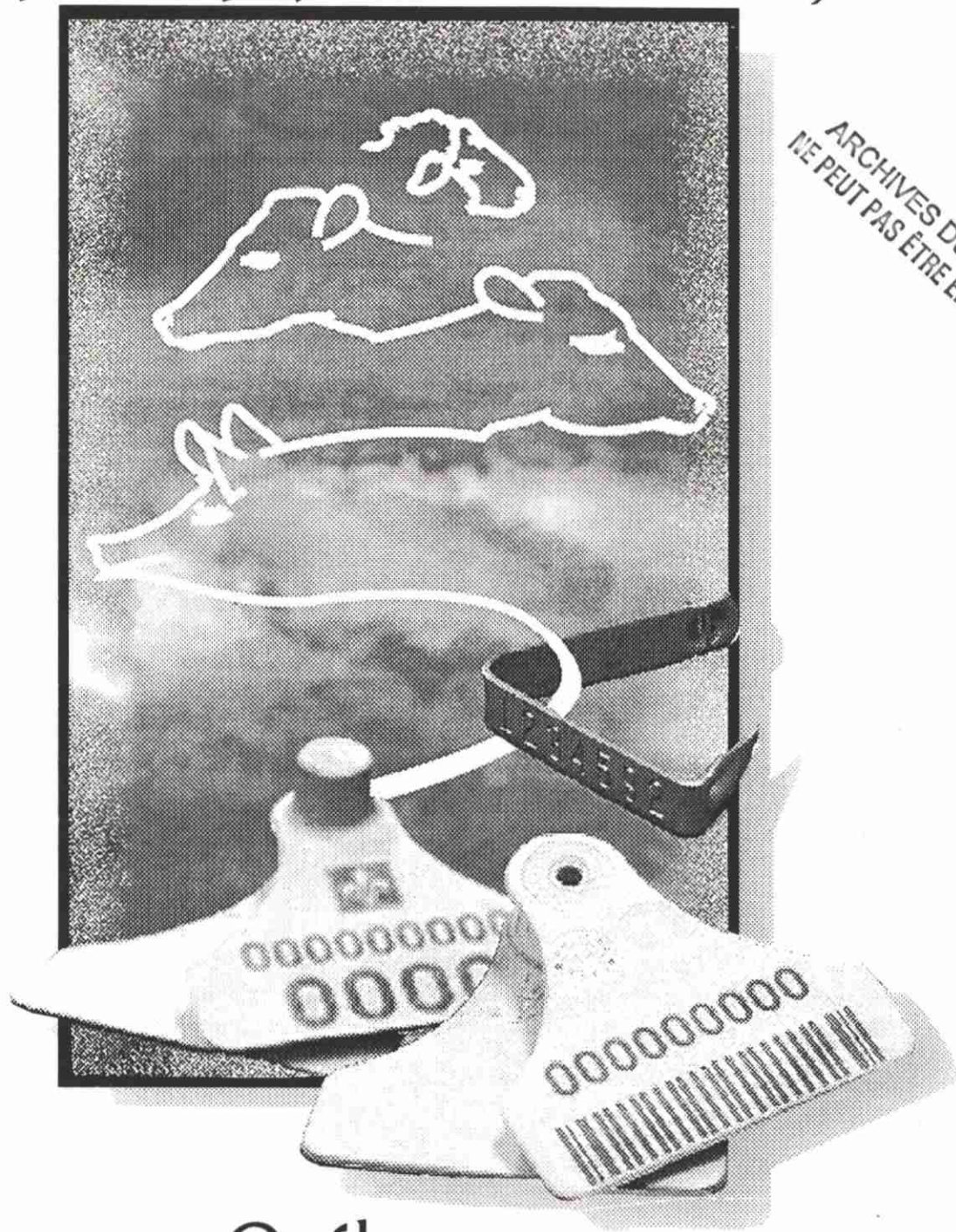


Système intégré de gestion d'identification permanente

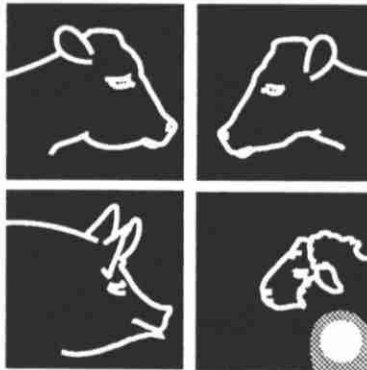
Rapport d'étape (Bilan de la consultation)



ARCHIVES DU MAPAQ
NE PEUT PAS ÊTRE EMPRUNTÉ



Système intégré de gestion d'identification permanente (SIGIP)



Rapport d'étape (Bilan de la consultation)

Suzanne Dionne
Agronome

Pierre Fortin,
Agro-économiste

Juin 1997

BIBLIOTHÈQUE
Ministère de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation
200, chemin Ste-Foy, 1er étage
Québec (Québec), Canada
G1R 4X6



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation
Direction générale de la qualité
des aliments et de la santé animale
**Direction des normes et du soutien
à la santé animale**

ONT CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE DOCUMENT :

COLLABORATION SPÉCIALE :

M. Éric Labbé, Régie des assurances agricoles du Québec

TRAITEMENT DE TEXTE :

M^{me} Danièle Maheux, Direction des normes et du soutien à la santé animale

SUPERVISION DE LA PRODUCTION :

M^{me} Chantal Roy, Direction du soutien aux opérations et de la coordination de l'information de la qualité des aliments et de la santé animale

CONCEPTION GRAPHIQUE :

M. Édouard Chouinard, Centre d'analyse et de services en communication

°TABLE DES MATIÈRES

MISE EN OEUVRE DU SIGIP

PARTIE 1 : CONSULTATIONS

RENCONTRES AVEC LES PARTENAIRES EXTERNES	1
Groupe des races laitières canadiennes (RLC).....	1
Holstein Canada	2
Holstein Québec.....	2
Programme d'analyse des troupeaux laitiers du Québec (PATLQ)	2
Coopérative des Inséminateurs du Québec (CIQ).....	2
Centre d'Insémination Artificielle du Québec (CIAQ).....	2
Cercles d'amélioration du Bétail (CAB) et BOVITEQ.....	3
Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ).....	3
Agence Canadienne d'Inspection des Aliments (ACIA).....	3
Régie des Assurances Agricoles du Québec	3
Association des Médecins vétérinaires praticiens du Québec	4
Fédération des producteurs de bovins du Québec.....	4
Rencontre des intervenants du secteur laitier et du secteur bovin de boucherie	4
Canadian Cattlemen's Association	5
Centre de Développement du Porc du Québec (CDPQ)	6
Projets "Information sur les marchés" et "Automatisation de l'identification des veaux d'embouche aux encans".....	6
Comité Conjoint des races de boucherie.....	7
Comité conjoint des races laitières du Québec.....	7
RENCONTRES AVEC LES DIRECTIONS DU MINISTERE.....	7
Direction des normes et du soutien à la santé animale	7

Direction du soutien aux opérations et de la coordination de l'information de la qualité des aliments et de la santé animale	7
Direction des ressources informationnelles.....	8
Centre d'analyse et de services en communication	8
Direction des services technologiques: productions animales.....	8
Direction de l'évaluation de Programmes et Vérification interne	8
Direction de l'Analyse et de l'information économique	9
Direction de la sécurité du revenu agricole.....	9
Direction des affaires juridiques.....	9
REACTIONS DES REPRESENTANTS DES TABLES FILIERES	9
Filière boeuf.....	9
Filière veau lourd.....	9
Filière laitière.....	10
Filière ovine.....	10
Filière porcine	10
RENCONTRES EFFECTUEES PAR LA REGIE DES ASSURANCES AGRICOLES DU QUEBEC (RAAQ).....	11
Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec	11
Abattoirs	11
Association des courtiers de veaux d'embouche du Québec	11
Agence Canadienne d'Inspection des Aliments, région du Québec	11
REPONSES AUX LETTRES DU SOUS-MINISTRE ET DE LA SOUS-MINISTRE ADJOINTE.....	12
Agriculture et Agroalimentaire Canada	12
Ordre des Médecins Vétérinaires du Québec.....	12

Ordre des Agronomes du Québec	12
Université Laval	12
Université McGill	12
Conseil des productions animales du Québec	13
Liste des organismes n'ayant pas encore réagi à l'invitation de la sous-ministre.....	13

PARTIE 2 : LES CONSTATS ET LES ACTIONS

L'unanimité pour le SIGIP	14
Rassembler les décideurs	14
Faire face aux changements	14
Prévoir l'arrimage du SIGIP avec le Canada et l'Union Européenne	14
Affirmer la volonté du MAPAQ et aller de l'avant	15
Projeter la vision du SIGIP dans le futur	15
Plan de travail juin à octobre	16



MISE EN OEUVRE DU SIGIP

Rapport d'étape

Le 11 février 1997, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec débutait une vaste consultation auprès de l'ensemble des partenaires de l'industrie animale concernant la mise en place d'un Système intégré de gestion de l'identification permanente (SIGIP). Un document de consultation précisant les objectifs et les principes du SIGIP a été acheminé à l'ensemble des intervenants. Par la suite, les partenaires les plus impliqués furent rencontrés individuellement afin de répondre à diverses questions.

Le présent document constitue un rapport d'étape demandé par le Comité de direction du ministère lors de sa rencontre du 27 janvier 1997. Il comprend deux parties. La première section résume les commentaires recueillis lors des rencontres et dans les lettres réponses qui furent retournées par les organismes consultés. La deuxième partie fait ressortir le paysage actuel et les horizons de l'identification permanente et fait le point sur les ressources humaines engagées et le travail à effectuer jusqu'à l'automne; elle présente enfin des recommandations susceptibles de faire avancer le dossier.

PARTIE 1 : CONSULTATIONS

RENCONTRES AVEC LES PARTENAIRES EXTERNES

Groupe des races laitières canadiennes (RLC)

Le Groupe des races laitières canadiennes, qui représente plusieurs associations d'éleveurs de race, a été rencontré à trois reprises, soit les 28 octobre 1996, 17 décembre 1996 et 10 février 1997. Parmi les participants, mentionnons: M. Glenn Cherry, secrétaire du GRL, M. Richard Robinson d'AAC, M. Bertrand Farmer du PATLQ et Mme Johanne Lagacé de Holstein Québec. **L'organisme appuie sans réserve la démarche du MAPAQ, puisqu'il vient d'approuver une stratégie nationale d'identification du bétail dont les objectifs s'inscrivent directement dans ceux poursuivis par le ministère.** Rappelons que le RLC espère que toutes les vaches laitières de race seront identifiées de façon permanente dès leur naissance et ce, à compter de septembre 1997. Le Groupe réalise cette démarche en concertation avec l'Association canadienne des éleveurs de bétail, la Canadian Dairy Network, le Conseil canadien du contrôle laitier, la Société canadienne d'enregistrement des animaux, Agriculture et Agroalimentaire Canada et l'Association canadienne des vétérinaires. À l'échelle du Québec, Mme Suzanne Dionne a assisté le 22 avril dernier à l'Assemblée annuelle du Groupe et a rencontré les représentants québécois des races Ayrshire, Canadienne, Suisse brune, Guernsey, Jersey et Holstein. Tous sont en faveur de la stratégie qui a été présentée par M. Clarence Diefenbacher, président de la démarche.

Holstein Canada

Holstein Canada est l'organisme qui a pris en charge le développement de l'identification permanente proposé par le Groupe des RLC; conséquemment, il appuie la démarche du Québec. Toutefois, des efforts de promotion, de soutien et de vulgarisation de l'information doivent encore être réalisés auprès des associations provinciales. La stratégie du ministère devra tenir compte des deux organismes représentant les mêmes producteurs et harmoniser sa démarche et ses actions entre les deux paliers.

Holstein Québec

Mme Johanne Lagacé, directrice générale, a été rencontrée à deux reprises, soit les 28 octobre 1996 et 3 avril 1997. Holstein Québec s'interroge sur l'arrimage et la complémentarité entre le SIGIP et le système préconisé par le Groupe des races laitières. L'association souscrit au projet mais souligne toutefois que l'échéancier proposé est court. Elle veut surtout s'assurer que le système ne génère pas de coûts supplémentaires pour les producteurs, surtout si un système national se développe.

Programme d'analyse des troupeaux laitiers du Québec (PATLQ)

Le directeur général, M. Bertrand Farmer, a été rencontré à deux reprises, soit les 17 octobre 1996 et 28 février 1997. Le PATLQ, qui gère déjà une base de données, appuie le projet et propose même de participer au contrôle de l'identifiant. En effet, les représentants du PATLQ visitent plus des trois quarts des fermes laitières du Québec et enregistrent les données recueillies chez les clients à l'aide d'un ordinateur portatif. **Le centre de traitement informatique du PATLQ représente un véhicule intéressant.**

Coopérative des Inséminateurs du Québec (CIQ)

M. Claude Morissette, président, et M. Gérard Landry, directeur général, ont rencontré M. Pierre Fortin le 27 février 1997. La Coopérative est en accord avec le projet. Elle se dit prête à participer au contrôle à la ferme, notamment à la **pose de la deuxième boucle d'oreille**. Elle émet toutefois une réserve concernant les animaux dangereux afin d'avoir les outils appropriés et d'éviter de mettre en péril la vie des inséminateurs.

Centre d'Insémination Artificielle du Québec (CIAQ)

Le 27 février 1997, M. Pierre Fortin rencontrait les représentants du CIAQ. M. Pierre Laliberté, directeur de la génétique, M. Mario Roy, responsable du développement régional, M. Laurent Allard, directeur des opérations, Mme Hélène Keurentjes et Mme Hélène Drolet, responsables de l'Opération identification, étaient présents. Le CIAQ appuie le projet et est **prêt à collaborer à sa mise en oeuvre** afin d'obtenir un lien avec le Herd-Book. Présentement, le CIAQ offre un service à plus de 80% des producteurs laitiers et fournit des boucles métalliques et des pinces aux producteurs; aussi, il leur serait possible de poser la deuxième boucle que le SIGIP exige. Un SIGIP permettrait de plus d'abaisser les coûts

d'enregistrement sur le plan national et éviterait au CIAQ de réaliser un recensement. Les représentants s'interrogent toutefois sur la répartition des coûts d'un tel système.

Cercles d'amélioration du Bétail (CAB) et BOVITEQ

Ces deux organismes appuient le projet puisque le SIGIP constitue **un outil important** pour le suivi de la **généalogie** et pour l'**exportation d'embryons** ou d'**animaux**. En effet, le projet a été présenté à Mme Anne-Louise Carlson, directrice générale de BOVITEQ, et à M. Mario Roy, secrétaire du CAB, le 22 février dernier.

Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ)

La Fédération veut s'assurer que le système est **complémentaire** aux **systèmes existants** et n'entraîne pas de coûts supplémentaires pour les producteurs.. "Il faut éviter la duplication"; c'est en ces termes que M. Claude Rivard, président de la Fédération, accompagné de Mme Guylaine Gosselin, précisait l'importance de mettre en valeur les bénéfices du SIGIP pour tous les partenaires. Cette rencontre avait lieu le 4 avril 1997 à Québec.

Agence Canadienne d'Inspection des Aliments (ACIA)

L'Agence Canadienne d'Inspection des Aliments ainsi qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada sont très impliqués dans la stratégie nationale d'identification du bétail à travers le Canada. Cette stratégie vise à identifier chaque bovin laitier par un numéro unique et à enregistrer les déplacements d'animaux. Aussi, ils appuient sans réserve l'initiative du Québec. Les représentants d'ACIA, messieurs John Kellar et Richard Robinson, ont été rencontrés en même temps que les associations canadiennes. M. Robinson nous a demandé la permission de traduire en anglais le document de consultation. Il apprécie le contenu qui, selon lui, fait une bonne promotion des principaux bénéfices de l'identification permanente.

Régie des Assurances Agricoles du Québec

Une rencontre a eu lieu le 23 avril 1997 à laquelle participait Mme Jocelyne Dagenais, Mme Martine Dubuc, M. Luc Roy et M. Jean-Pierre Mailhot. La Régie s'est montrée ouverte à une collaboration accrue entre les deux organisations. Les participants ont précisé qu'il était préférable d'accroître les communications en respectant le niveau hiérarchique. À cet égard, M. Mailhot a été désigné comme étant le porte-parole de la Régie dans ce dossier. En ce qui concerne le financement de l'équipe de projet, la Régie ne peut pour l'instant dégager les ressources humaines. Elle réévaluera ses disponibilités. Finalement, la **Régie s'engage** à fournir **une analyse des coûts de son système** d'identification permanente qui devrait être complétée à la mi-juin.

Association des médecins vétérinaires praticiens du Québec

La rencontre s'est déroulée à Drummondville le 23 avril 1997. Messieurs Soucy, Donely, Archambault, Rainville, Lanthier et Deslandes assistaient à la présentation du SIGIP. Ces derniers se sont montrés très intéressés à la mise en place du système. Ils ont même précisé qu'un tel instrument faciliterait l'application des règles de déontologie. En effet, une identification permanente des animaux permet d'assurer un meilleur suivi des prescriptions émises par les vétérinaires. Ils ont précisé de plus qu'ils possédaient une **structure informatique** qui pourrait faciliter le contrôle d'un éventuel SIGIP. L'AMVPQ est donc disposée à assurer un contrôle et même la pose de la deuxième boucle d'oreille. Selon les participants, ce travail ne représente pas une tâche additionnelle importante surtout dans la production laitière puisque les visites sont mensuelles. Dans la production bovine, les visites sont moins régulières, ce qui nécessiterait plus de temps lors de leur visite. Evidemment, l'AMVPQ croit qu'un ajustement au programme ASAQ serait requis afin de défrayer ces coûts supplémentaires.

Fédération des producteurs de bovins du Québec

La Fédération a été rencontrée le 19 mars 1997. Messieurs Michel Dessureault, Daniel Zuchosky, Gaëtan Bélanger et Mme Nathalie Côté assistaient à la réunion. La Fédération croit que le MAPAQ doit agir **rapidement** pour que les **producteurs profitent** pleinement des **retombées** non seulement à la **ferme** mais également sur les **marchés**. La mise en place d'un SIGIP est une **occasion** qu'il faut **saisir** afin de prendre une **longueur d'avance sur nos concurrents**. La Fédération souhaite toutefois que le MAPAQ clarifie ses intentions dans ce dossier, qu'il prenne le leadership et qu'il présente une proposition ferme à l'industrie. Selon les intervenants, la tenue d'un forum en mai est trop rapide. Ils préféreraient que cet événement soit reporté en septembre, que toutes les parties impliquées soient mieux préparées et que les processus du SIGIP soient presque définis.

Rencontre des intervenants du secteur laitier et du secteur bovin de boucherie

Le 28 avril dernier, avait lieu à Longueuil une rencontre rassemblant les intervenants des secteurs laitier et bovin de boucherie. Les personnes assistant à cette réunion sont : M. Claude Rivard, président de la FPLQ, M. Daniel Zuchoski, vice-président de la FPBQ, M. André Couture, président du Comité conjoint des races laitières et vice-président de Holstein Québec, M. Richard Robinson et M. Gilles Rivard d'AAC, M. Guy Lapointe, secrétaire de la filière boeuf, M. Roger Bergeron et M. Rodrigue Martin du MAPAQ, M. Yves St-Vincent du CCRB, M. Mario Roy, directeur au CIAQ, Mme Hélène Drolet du CIAQ, Mme Sylvia Lafontaine du PATLQ, Mme Nathalie Côté de la FPBQ, M. Éric Labbé de la RAAQ ainsi que Mme Suzanne Dionne et M. Pierre Fortin du MAPAQ. L'objectif de cette rencontre était de **faire des liens entre les deux secteurs** de production et de **préciser les objectifs communs**.

Cette réunion a constitué une étape importante dans la consultation amorcée par le MAPAQ puisque la plupart des participants avaient été rencontrés individuellement mais sans qu'une synergie soit créée afin de développer un système commun. Des points importants ont été

éclaircis comme par exemple l'intention du MAPAQ d'accueillir la contribution des systèmes en place afin de minimiser les coûts et d'éviter le dédoublement. L'avant-midi a été consacré aux présentations sur la stratégie nationale des races laitières, l'Opération Identification et les réalisations et projets de la Régie des assurances agricoles. Des questions, commentaires et discussions ont occupé la deuxième partie de la journée. *L'objectif commun réunissant les intervenants à la mise en place du SIGIP a été identifié comme étant la **santé animale**.* En ce sens, les organismes géreront toujours leurs propres banques de données en intégrant le numéro unique et pourront partager certaines informations à partir de l'infrastructure générale du SIGIP. Les orientations générales suivantes ont été proposées et accueillies positivement par l'ensemble des participants :

1. Viser à identifier la totalité des animaux de l'espèce bovine;
2. Définir et proposer le contenu potentiel de la réglementation encadrant un SIGIP;
3. Maximiser l'utilisation des organismes déjà fonctionnels pour la gestion de l'identification permanente (par exemple le PATLQ dans le secteur laitier et la RAAQ dans le secteur de bovins de boucherie afin de rassembler l'information minimale à la traçabilité);
4. Préciser les processus du SIGIP selon le rôle de chacun des intervenants;
5. Quantifier les coûts, les bénéfices et les retours sur l'investissement de la mise en place d'un SIGIP;
6. Continuer à participer aux orientations canadiennes en matière d'identification;
7. Faire parvenir une copie de la mission sur l'identification permanente à chacun des organismes participant à la rencontre.

Les participants proposent au MAPAQ de planifier une prochaine rencontre et d'inviter aussi les représentants du CIQ, des encans, des courtiers/commerçants/transporteurs et des abattoirs. Cette rencontre serait préparatoire à la tenue d'un forum sur l'identification permanente qui pourrait avoir lieu à l'automne 1997.

Canadian Cattlemen's Association

Le 7 mai dernier, la « Canadian Cattlemen's Association » nous invitait à Calgary pour une journée d'**ateliers sur la mise en place d'un système national d'identification du bétail**. Mme Suzanne Dionne a présenté le SIGIP ainsi que les projets et réalisations de la Régie des assurances agricoles concernant l'identification permanente. Plus d'une cinquantaine de représentants de tous les secteurs de l'industrie animale canadienne étaient présents. La matinée a débuté par une allocution de M. Carl Block, président du Comité sur la santé animale et l'inspection des viandes, qui a résumé le mandat confié par les membres au « Canadian Cattlemen's Association ». M. Charlie Gracey, responsable de l'élaboration du plan stratégique

canadien d'identification du bétail, a présenté en 5 points principaux sa démarche de développement d'un tel système. Le Dr. John Kellar présentait les caractéristiques nécessaires à un système de traçabilité du point de vue de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Le reste de l'avant-midi a été consacré aux présentations des projets et réalisations concernant l'identification du bétail au Canada. Pendant l'après-midi, les participants se sont divisés pour former trois ateliers de discussion. Les thèmes des ateliers ont été les suivants :

- Les protocoles d'information, les standards et les technologies afférentes.
- La gestion d'un système canadien.
- Stratégies de communication.

Les travaux de la journée serviront à élaborer un projet de stratégie nationale d'identification pour les animaux de boucherie. **Un document sera déposé pour résolution à l'assemblée générale annuelle** du « Canadian Cattlemen's Association » en août 1997.

Le Québec est la province où l'identification permanente du bétail est la plus avancée. Nous avons reçu plusieurs commentaires très positifs quant au travail déjà accompli au Québec et sur notre exemple et leadership dans l'implantation de l'identification permanente au Canada.

Centre de Développement du Porc du Québec (CDPQ)

Mme Odile Comeau, Mme Juliette Thibeau, Mme Nicole Dion et M. André Broes ont été rencontrés le 12 novembre 1996. Le CDPQ souhaite participer à la réflexion. Il demande entre autres que le système soit rigoureusement compatible avec les systèmes en place. Pour le Centre, il serait sage d'éviter la duplication avec les systèmes existants et de voir à intégrer les données disponibles dans ces systèmes plutôt que d'en créer d'autres. Une deuxième rencontre a eu lieu le 26 mai. Un représentant des secteurs génétique, santé, production, gestion et exploitation des données, qualité du produit de même que la directrice ont participé aux échanges. Le document de consultation est étudié au sein des comités qualité, génétique et santé. Leurs recommandations devraient nous parvenir à la fin de l'été. Le CDPQ considère que l'identification permanente constitue un **outil essentiel** à la mise en place de son programme « assurance qualité ». Une ébauche de SIGIP, inspirée de Sanitel-porc en Belgique, a été proposée au groupe. Les participants ont déjà apporté des suggestions d'améliorations au modèle que nous adapterons pour un prochain comité de travail. Le CDPQ nous réitère son appui et le dynamisme de son équipe à collaborer à l'implantation d'un tel système dans la production porcine au Québec.

Projets "Information sur les marchés" et "Automatisation de l'identification des veaux d'embouche aux encans"

Le 26 mars dernier, Mme Suzanne Dionne assistait à Saint-Hyacinthe à une rencontre portant sur deux projets aux encans. L'identification permanente est un outil dont les deux projets font

la promotion. M. Richard Petit présentait "Information sur les marchés", un projet issu d'une entente de partenariat avec l'Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec et la Fédération des producteurs de bovins du Québec. M. Daniel Brousseau, de la Régie des assurances agricoles du Québec, présentait "Automatisation de l'identification des veaux d'embouche aux encans". Le but de la rencontre visait à partager les objectifs et les besoins des deux projets afin qu'ils s'aident mutuellement et ne répètent ou fassent le même le travail. M. Hervé Herry, de la Direction de la sécurité du revenu agricole, et M. Guy Lapointe, secrétaire coordonnateur de la filière bovine, ont aussi participé à la rencontre.

Comité Conjoint des races de boucherie

M. Yves Saint-Vincent, directeur général du Comité, affirme que l'identification permanente, de la ferme à la table, constitue une excellente façon de **développer des marchés haut de gamme** des produits de boeuf à valeur ajoutée.

Comité conjoint des races laitières du Québec

M. André Couture, président du Comité, affirme que près de **70% des troupeaux** participent au contrôle laitier et suivront les **nouvelles règles de la stratégie nationale**. Il soutient que le SIGIP doit maximiser l'utilisation des systèmes déjà en place au Québec. Les liens avec la production de boeuf sont nécessaires, puisque les veaux laitiers et les vaches finissent aussi à l'abattoir. Toutefois, il plaide en faveur d'une réglementation pour rejoindre la totalité des animaux élevés au Québec et assurer la pleine efficacité du SIGIP.

RENCONTRES AVEC LES DIRECTIONS DU MINISTERE

Direction des normes et du soutien à la santé animale

Le SIGIP a été présenté aux membres de la direction à la fin de l'automne 1996. L'identification permanente permettrait de recueillir des informations importantes en santé animale et deviendrait sûrement un **outil précieux pour l'épidémiologie-surveillance**. Les discussions ont également porté sur les modes d'échange d'information et sur les technologies utilisées en abattoir, particulièrement en regard de la traçabilité et du travail des vétérinaires.

Direction du soutien aux opérations et de la coordination de l'information de la qualité des aliments et de la santé animale

Le 3 juin, le SIGIP était présenté à la DSOCI. Mesdames Renée Roy et Réjeanne Asselin ainsi que messieurs Constantin Tremblay, Michel Houle, Pierre Poulin et Michel Lemay, directeur, ont participé à la rencontre. La DSOCI est préoccupée par les décisions et les actions à prendre en rapport avec les **abattoirs exemptés de permis et l'obligation** projetée **d'identifier tous les animaux** de la ferme à la table. Ils accordent leur appui au SIGIP et proposent de collaborer aux volets formation et vulgarisation pour la mise en place. Ils offrent aussi leur soutien pour l'élaboration des aspects normatifs les concernant.

Direction des ressources informationnelles

Le 14 février 1997, M. Pierre Fortin rencontrait messieurs André Roy, Réjean Labrie, Michel Pelletier et Pierre McKenny de la Direction des ressources informationnelles. La DRI croit que l'approche repose beaucoup sur l'engagement volontaire des partenaires. Elle croit que le ministère devrait être plus directif et centrer le **développement** du système sur les besoins de **santé publique** et de **santé animale**. Finalement, cette direction suggère de développer le système par espèce et souhaite être impliquée au fur et à mesure que le dossier évoluera.

Centre d'analyse et de services en communication

Le 19 mars, Mesdames Chantal Roy, Suzanne Dionne et M. Pierre Fortin rencontraient Mesdames Colombe Cliche et Esther Tremblay du CASC. Le plan de communication du projet et l'organisation d'un forum sur l'identification permanente ont été discutés. Madame Cliche proposait de **clarifier les rôles respectifs** de la **Régie** des assurances agricoles et du **ministère** dans le dossier. Quant à l'organisation du forum, le CASC apporterait sa collaboration à la logistique de l'événement une fois les objectifs et les besoins du SIGIP bien positionnés.

Direction des services technologiques : productions animales

Bien que deux représentants de cette direction, M. Roger Bergeron et M. Rodrigue Martin, étaient membres du Groupe de travail sur l'identification permanente, nous rencontrons M. Yvan Savoie le 24 avril afin d'éclaircir certains points. À la suite de certains commentaires soulevés par divers intervenants auprès de M. Savoie, il a été convenu lors de cette rencontre, **d'informer adéquatement les intervenants de la position du ministère** dans ce dossier à l'effet qu'il n'est pas question de réaliser le SIGIP en montant une "super" banque de données, en marge des systèmes existants. Le projet vise plutôt à négocier des ententes avec les organismes exploitant des systèmes compatibles au SIGIP, afin de réduire les coûts et d'éviter le dédoublement.

Direction de l'évaluation de Programmes et Vérification interne

Le 21 avril dernier, avait lieu une rencontre à laquelle participaient Mme Mishèle Bérubé, M. Aurèle Martin, M. Pierre Lévesque, Mme Suzanne Dionne et M. Pierre Fortin. Les discussions ont porté sur le calcul d'impacts financiers et d'évaluation des coûts de processus. Tous les participants ont convenu de la difficulté d'évaluer les impacts de la mise en place d'un SIGIP puisqu'il n'existe pas de comparable. Toutefois, Mme Bérubé suggère de **s'informer des systèmes comme « Interac »** qui sont de bons exemples de **partage de services**. Il a été convenu que la DÉPVI appuie l'équipe de projet en clarifiant les objectifs poursuivis par le système et le message à véhiculer lors du forum. M. Raymond Verreault a été désigné pour appuyer l'équipe du SIGIP dans l'organisation de cet événement.

Direction de l'Analyse et de l'information économique

M. Pierre Lévesque assistait à la réunion du 21 avril avec les représentants de la DÉPVI. Selon les besoins, M. Lévesque propose sa collaboration dans la recherche de données servant aux analyses économiques. Aussi, une liste de paramètres quantifiables sera dressée afin d'orienter les recherches.

Direction de la sécurité du revenu agricole

L'équipe de M. Daniel Roy a été rencontrée le 12 mai 1997. Les discussions ont porté principalement sur le calcul des **bénéfices pour l'industrie** et sur les **enjeux commerciaux**. On a observé, entre autres, que dans la production laitière, un SIGIP est intéressant pour des considérations sanitaires alors que dans la production porcine, il pourrait servir à appuyer l'accréditation agro-environnementale des producteurs de porcs (puisque ces derniers doivent remplir un cahier de charges et le respecter, notamment lors des exportations vers le Japon). En production bovine, les pertes lors de l'épisode du BVD auraient été moindres pour les producteurs et le gouvernement. **L'épidémie aurait duré moins longtemps et le coût de vaccination aurait été réduit.** Un SIGIP s'avère donc un outil très structurant pour l'industrie, puisqu'en plus d'**appuyer la gestion de l'offre et de segmenter certains créneaux de marché**, il permet d'augmenter la productivité à moyen terme. Finalement, on a souligné la difficulté de convaincre les individus de défrayer les coûts d'un tel système pour les bénéfices qu'il peut engendrer pour la collectivité.

Direction des affaires juridiques

Le 30 avril 1997, une demande d'avis juridique était acheminée à M^e Huguette Pagé, directrice des Affaires juridiques. La demande vise à évaluer les **implications du SIGIP** en termes de **réglementations**, de **décali** et de **processus de mise en application**. M^e Pierre Normandin est le responsable du dossier. La date d'une prochaine séance de travail reste à confirmer.

REACTIONS DES REPRESENTANTS DES TABLES FILIERES

Filière boeuf

À la demande de M. Guy Lapointe, secrétaire et coordonnateur, la filière n'a pas encore été rencontrée. Toutefois, ce dernier a participé à plusieurs rencontres sur l'identification des animaux (projets encans, rencontre lait-boeuf) et a **signifié l'intérêt de la filière**.

Filière veau lourd

Le régime d'assurance stabilisation des revenus des producteurs de veau de lait lourd fonctionne avec l'identification permanente depuis le 1^{er} janvier 1996. Dans son plan stratégique de développement (septembre 1996), la filière prend d'ailleurs action avec la Régie des assurances agricoles pour travailler à la diffusion d'information et de données pertinentes

issues de l'identification permanente. La filière prévoit aussi utiliser l'identification permanente dans la production du veau de grain. D'ailleurs, des travaux seront bientôt amorcés sur la mise en place d'une **charte de qualité** utilisant le principe de **traçabilité** et, de ce fait, **l'intégration de l'identification unique** de l'animal. Cette cible stratégique a été discutée à la filière, tout particulièrement lors de la rencontre du 29 mai. Donc, M. Jeannot Richard, secrétaire et coordonnateur, nous confirme la volonté de la filière de maintenir le cap de l'identification permanente.

Filière laitière

Cette filière ne s'est pas réunie jusqu'à présent. Aussi, la consultation s'effectue auprès des organismes les plus concernés par l'identification, tels: Holstein Québec, Holstein Canada, la Fédération des producteurs de lait du Québec, le PATLQ et le Groupe des races laitières canadiennes.

Filière ovine

Une rencontre a eu lieu le 22 avril. Les personnes suivantes assistaient à la rencontre: Mme Desneige Pépin, Mme Alicia Zybko, M. Pierre Lisotte et M. Pierre Demers. Les représentants de la filière soutiennent qu'un SIGIP est un outil aidant et intéressant pour l'industrie. Ils précisent toutefois que la structure de commercialisation est différente dans la production de l'agneau. La collaboration des abattoirs sera par conséquent plus difficile à obtenir que dans la production bovine. Ils soulignent également que sur le plan technique, l'identification permanente pose certaines difficultés. Par exemple, le taux de perte de boucles d'oreille est plus élevé que dans les autres productions animales et que le coût de la boucle présentement utilisée est de 0,16\$ comparativement à environ 1,00\$ pour une boucle non-réutilisable comme celle proposée par le SIGIP. Ils indiquent qu'il faudra faire ressortir davantage les bénéfices des producteurs afin de mettre en place un tel système et éviter que le SIGIP n'entraîne du travail et des coûts supplémentaires pour les producteurs. Finalement, ils indiquent que le sujet sera **inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'ensemble des partenaires de la filière** et qu'ils contacteront les responsables de l'identification au ministère. Ils espèrent que ceux qui développeront le SIGIP seront sensibilisés à leurs besoins et qu'ils s'inspireront de ce qui existe ailleurs dans le monde.

Filière porcine

L'équipe de projet n'a pas encore fixé de date de rencontre avec cette filière. Il a été convenu avec le secrétaire d'effectuer les démarches de suivi de ce dossier auprès du Centre de Développement du Porc du Québec.

RENCONTRES EFFECTUEES PAR LA REGIE DES ASSURANCES AGRICOLES DU QUEBEC (RAAQ)

Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec

Le président de l'Association des marchés publics d'animaux vivants du Québec, M. Paul Bernard, a été rencontré à l'automne 1996 et se dit favorable à l'identification permanente des bovins de boucherie. La Régie était présente à la presque totalité des encans spécialisés de l'hiver 97. Les propriétaires ont été rencontrés et des discussions ont eu lieu concernant les améliorations à apporter aux opérations et sur le **potentiel d'automatisation qu'offre l'identification permanente.**

Abattoirs

Les exploitants des trois principaux abattoirs de bouvillons du Québec, soit M. Benoît Bilette (Abattoir Z. Bilette enr.), M. Dan Phillips (Abattoir Les Cèdres) et M. Jacques Forget (Abattoir Jacques Forget Ltée), ont été rencontrés en novembre 1996 en présence de la Fédération des producteurs de bovins du Québec. Ceux-ci ont convenu **d'ajouter le numéro d'identification permanente aux données transmises** à la Fédération et sont d'accord sur le principe de l'identification permanente. De plus, l'abattoir Better Beef de Guelph a été visité à deux reprises, en décembre 1996 et en février dernier. Cet abattoir a accepté de lire les boucles d'oreille des bouvillons provenant du Québec et de transmettre les informations à la Fédération par modem. Des contacts téléphoniques ont eu lieu avec les abattoirs Hubmeat de Moncton, Muller's Meats Limited de Niagara Falls et St-Helen Meat Packers de Toronto. **Jusqu'à maintenant, la collaboration est bonne.**

Association des courtiers de veaux d'embouche du Québec

Les courtiers ont été rencontrés à deux reprises en novembre 1996 et en mars 1997. À la suite de ces rencontres, il a été convenu que les courtiers n'auront pas à compléter les formulaires, mais devront fournir des preuves de pesée et des bons de livraison à leurs clients. Une autre rencontre est prévue en 1997 afin de **poursuivre le rodage des transactions** qui les concernent et de recueillir leurs commentaires sur l'identification des veaux d'embouche.

Agence Canadienne d'Inspection des Aliments, région du Québec

Une rencontre avec Mme France Provost a eu lieu en avril, afin de renouveler l'entente de collaboration sur les contrôles aux abattoirs et sur la transmission d'information. Cette entente prévoit que le personnel d'inspection signale la présence de lots non identifiés et confirme le nombre de bouvillons abattus. L'agence menace toutefois de **ne pas renouveler cette entente,** compte tenu de l'incapacité de la Régie à transmettre l'information des producteurs dans le dossier du clenbutérol.

REPONSES AUX LETTRES DU SOUS-MINISTRE ET DE LA SOUS-MINISTRE ADJOINTE

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Monsieur Frank Claydon, sous-ministre fédéral à l'agriculture, réitère l'engagement pris avec notre sous-ministre André Vézina en octobre dernier en ces termes : « Dans la mesure où nos ressources le permettent, vous pouvez **compter sur l'appui intégral d'AAC** dans vos consultations et dans la mise en place d'un système d'identification permanente des bestiaux au Québec.... **Le Québec joue un rôle de premier plan dans les activités d'identification des bestiaux au Canada.** »

Ordre des Médecins Vétérinaires du Québec

L'Ordre favorise la mise en place d'un tel système et adhère au principe d'unicité et de permanence qui le sous-tend. L'Ordre recommande d'aller de l'avant et précise qu'il y voit un avantage pour ses membres qui exercent leur profession chez les animaux de production. Il précise finalement que le SIGIP **amènera une plus grande connaissance** de l'état de santé animale et de la production d'origine animale au Québec.

Ordre des Agronomes du Québec

L'Ordre des Agronomes du Québec appuie fortement le projet mais se questionne toutefois sur les points suivants: la difficulté de l'identification de l'abattoir à l'épicerie; l'importance d'intensifier les **efforts de promotion** auprès des entreprises des **secteurs secondaire et tertiaire**; la difficulté d'intégrer tous les autres systèmes, le mode de transmission de l'information, la confidentialité de l'information, la difficulté de garantir la qualité des produits, les coûts et l'étanchéité du système. L'Ordre a d'ailleurs publié ses commentaires dans le numéro d'Agro-Nouvelles paru en mai 1997, publication expédiée à tous ses membres.

Université Laval

L'Université Laval considère que le SIGIP deviendra un outil indispensable pour les fournisseurs de denrées d'origine animale mais émet toutefois des réserves sur les délais d'implantation. La Faculté est en accord avec l'approche et est intéressée à **collaborer** à des **études** sur son **implantation** et à la **valorisation** des futures banques de données. Un contrat de service a été signé le 16 mai avec M. Robert Romain et M. Patrice Dionne concernant la quantification des impacts et des bénéfices d'un système d'identification permanente.

Université McGill

Mme Deborah Buszard, doyenne de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement, nous assure de sa collaboration et de celle de sa faculté quant à l'expertise qu'elles pourraient contribuer pour mener à bien ce projet.

Conseil des productions animales du Québec

Le comité boeuf de boucherie du CPAQ a invité M. Pierre Fortin comme conférencier sur le SIGIP à son prochain Congrès Boeuf les 12 et 13 septembre prochain à Trois-Rivières.

Liste des organismes n'ayant pas encore réagi à l'invitation de la sous-ministre.

Association des éleveurs de bovins du Québec

Association des éleveurs de bovins Jersey du Québec

Association des transporteurs d'animaux vivants

Club Suisse Brune du Québec

Société Ayrshire du Québec

Association Blonde d'Aquitaine

Association Hereford du Québec

Association Piémontais du Québec

Association Simmental du Québec

Association Aberdeen-Angus du Québec

Association des bovins Charolais du Québec

Association Limousin du Québec

Association Shorthorn du Québec

Conseil des viandes du Canada

Faculté de médecine vétérinaire

Conseil des productions animales du Québec

Syndicat des producteurs caprins

Association des abattoirs inspectés

PARTIE 2 : LES CONSTATS ET LES ACTIONS

L'unanimité pour le SIGIP

À la suite de cette consultation, tous les intervenants sans exception reconnaissent les avantages et les bénéfices d'implanter un SIGIP au Québec. Nous observons l'émergence d'un consensus sur l'importance d'utiliser les systèmes existants afin d'éviter le dédoublement et de réduire les coûts. Nous constatons que l'attitude des partenaires a évolué depuis le début des consultations. Ils soulèvent encore des difficultés mais s'attardent maintenant à y apporter des solutions. **L'éventualité d'un SIGIP commence à prendre forme dans le milieu.**

La période de consultation sur les principes et objectifs est maintenant terminée. La question n'est donc plus relative à la pertinence mais à la façon de faire. Les intervenants attendent une proposition de mise en place et de fonctionnement du SIGIP, de la part du MAPAQ. Nous entrons donc dans une phase de **conception** et d'**analyse coûts-bénéfices**.

Rassembler les décideurs

À cet égard, un forum réunissant les décideurs de l'industrie animale devrait avoir lieu à l'automne 1997. Cet événement a pour objectif de susciter l'engagement des partenaires à participer à l'implantation harmonieuse et au suivi de l'identification permanente au Québec. Quelques partenaires sont toutefois sceptiques quant à la volonté du MAPAQ de réaliser l'identification permanente. Affirmer cette intention permettrait d'augmenter la confiance des partenaires et appuierait significativement l'équipe de projet. Aussi, le forum sera l'occasion pour le MAPAQ d'affirmer son leadership et son rôle de catalyseur dans cet important projet structurant pour l'industrie animale.

Faire face aux changements

Les orientations de la filière veau lourd sont un bel exemple de conquête des marchés. Rappelons que la filière prendra les dispositions nécessaires pour mettre en oeuvre d'ici un an, une charte de qualité reposant sur l'identification permanente, sur la traçabilité et sur des normes internationales. Les différents partenaires de l'industrie devront faire face aux mêmes défis pour assurer leur présence sur les marchés.

Prévoir l'arrimage du SIGIP avec le Canada et l'Union Européenne

Il est important de souligner les tendances qui se dessinent sur le plan national et international. En effet, les producteurs de races laitières canadiennes ont adopté une stratégie nationale visant à identifier l'ensemble des vaches de race. Parallèlement, les producteurs de bovins de boucherie sont sur le point d'adopter une stratégie semblable. C'est donc dire que sur le plan

canadien, la mise en place d'un système régissant le commerce et les normes sanitaires entre les provinces ne saurait tarder. Un tel système éviterait l'imposition de barrière non tarifaire par les Américains.

Sur le plan européen, l'identification permanente obligatoire est imminente. Un nouveau règlement de l'Union Européenne établit plusieurs règles applicables selon un échéancier s'étendant du 1^{er} juillet 1997 jusqu'au 31 décembre 2000. Les pays membres de l'Union Européenne doivent entre autres introduire un système utilisant 2 boucles d'oreilles d'identification, une banque de données informatisée et des passeports pour les animaux bovins. Ces nouvelles normes régiront le commerce mondial. Aussi, le Québec doit se préparer en prévoyant maintenant l'arrimage de ces exigences avec le SIGIP, s'il veut que son système soit reconnu par les autres pays.

Affirmer la volonté du MAPAQ et aller de l'avant

Le MAPAQ a un rôle important à jouer : celui d'indiquer les orientations à l'industrie. La Direction des normes et du soutien à la santé animale proposera un modèle de système, encadré par un projet de règlement ou de loi. Pour que le Québec maintienne son expertise et son leadership nord-américain, le Comité de direction du ministère doit affecter les ressources requises au développement du SIGIP.

Projeter la vision du SIGIP dans le futur

D'ici quelques années le SIGIP devrait permettre:

- d'échanger de l'information entre les divers partenaires sur la base du numéro unique;
- d'avoir accès à un processus de traçabilité dans les secteurs suivants : géosanté, assurance-mortalité, assurances agricoles, et pouvant ou permettant d'effectuer certaines enquêtes relativement au contrôle de la santé animale et de la santé humaine;
- d'ajouter un outil essentiel au réseau d'épidémiosurveillance en repérant par des données géoréférencées le positionnement et les trajets des animaux;
- d'observer les bénéfices de l'identification permanente sur l'ensemble des productions animales du Québec;
- de réaliser des analyses agro-économiques en exploitant les données de l'identification permanente;
- d'apporter un soutien à l'administration de la nouvelle génération de programmes agricoles (revenu global, accréditation agro-environnementale);

- Et le SIGIP devrait fonctionner en tant qu'organisme autonome.

Plan de travail juin à octobre

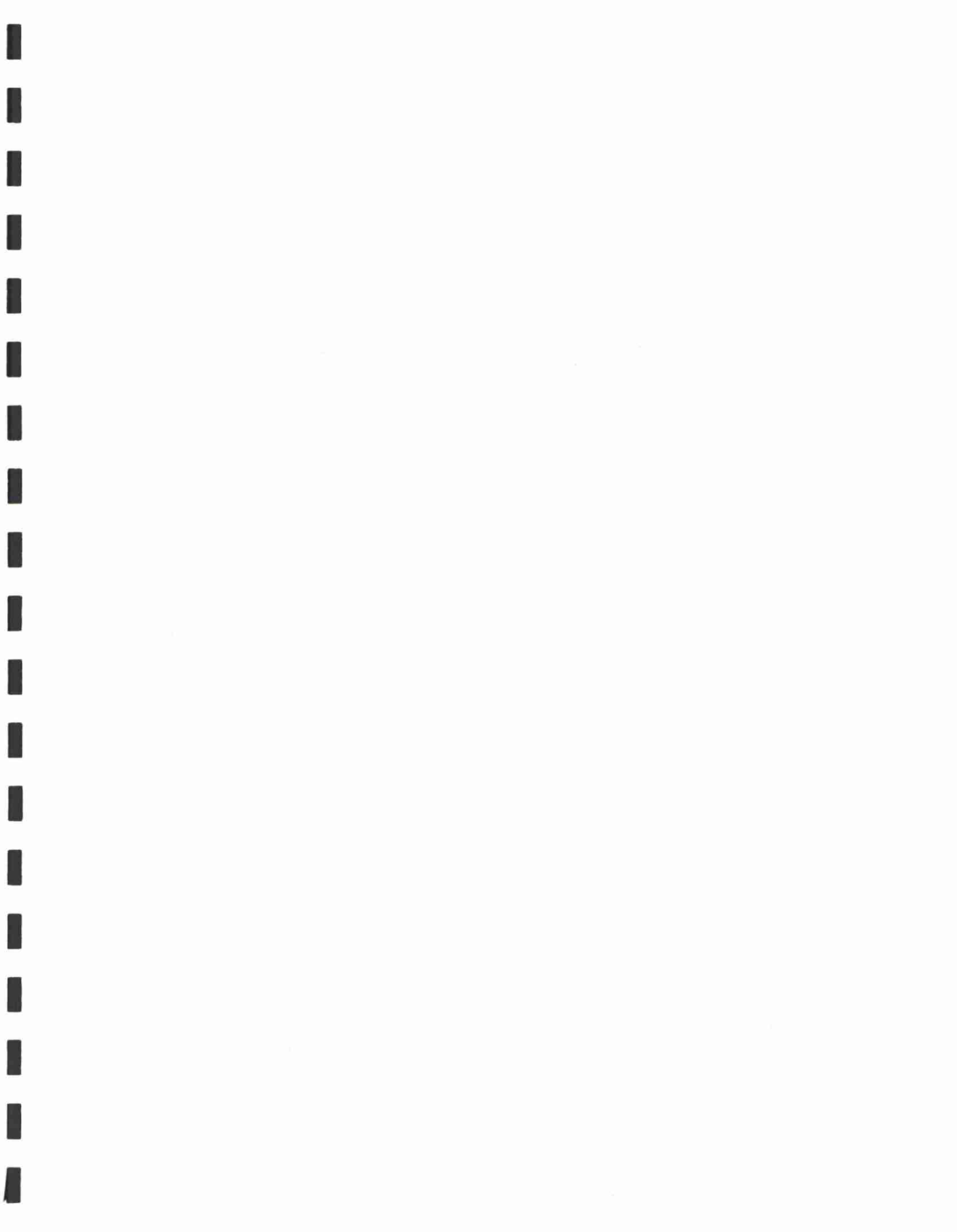
Dans la mesure où les ressources accordées le 17 février sont disponibles, le plan de travail suivant pourrait être mis en place. Voici les six grands blocs de travail à réaliser :

- l'identification des bovins de boucherie
- l'identification des bovins laitiers
- la santé des animaux et l'innocuité des aliments
- les transactions d'animaux vivants et leur traçabilité
- les transmissions d'information
- autres activités

Le chantier « autres activités » inclut la rédaction d'un mémoire pour un projet de réglementation, la supervision du contrat signé avec l'Université Laval et l'organisation d'un forum sur l'identification permanente au Québec, prévu l'automne prochain.

Pour chacun des partenaires québécois impliqués, les actions suivantes seront réalisées:

- définition du processus impliquant le partenaire;
- définition de son rôle, de sa contribution;
- identification et évaluation des bénéfices pour le partenaire et pour l'industrie;
- évaluation du développement informatique requis;
- évaluation des coûts ou l'effort supplémentaire relié au SIGIP.





**Systeme intégré
de gestion d'identification
permanente**



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation
Direction générale de la qualité
des aliments et de la santé animale
**Direction des normes et du soutien
à la santé animale**

97-0058

Bibliothèque Cécile-Rouleau



QMC A 567 447